

RAPPORT MENSUEL DU RAITS - Mai 2016

I – INTRODUCTION A LA COLLECTE DE DONNEES PAR LA MATRICE R.A.I.T.S

Chers collègues et partenaires,

Le **Return Areas Information Tracking System (RAITS)** est un outil de collecte et de partage de données provenant des zones de retour des Personnes déplacées internes (celles dans des sites et celles en familles d'accueil) et des réfugiés de la RCA. Il permet au HCR et à ses partenaires de fournir à la communauté humanitaire, aux donateurs, bailleurs de fonds, Gouvernement, personnes déplacées et réfugiés, des informations utiles et actualisées sur la situation dans les zones principales de retour afin d'une part orienter les interventions par rapport aux priorités mais également faire une décision informée et avisée sur le retour. Ci-joint la base de données mise à jour au 30 Juin 2016 ainsi que les principales tendances



II - TENDANCES GENERALES POUR LE MOIS DE MAI

Les principales tendances suivantes ont été notées dans les zones de couverture du HCR et ses partenaires de monitoring:

Protection : 72 incidents de protection ont été reportés au cours du mois, dont une majorité de vols et braquages (22 cas) ainsi que des agressions, en particulier liées à des rivalités et conflits de voisinages (9 cas), ou encore des cas de séparations familiales liées à l'assassinat d'un proche (7 incidents) ou de torture et traitements inhumains (7 cas). Détentions illégales, assassinat de personnes âgées, séparation familiales liées au handicap, abandon de femmes enceintes et destruction de champs sont les autres incidents identifiés.

Violence sexiste et sexuelle : 31 cas de violence basée sur le genre ainsi que 14 viols ont été constatés en mai. Les principaux environnements de violence sexuelle restent le cadre familial (5 cas), les cas consécutifs à des braquages et affrontements armés, ainsi le chemin du lieu de travail (3 cas). 20 cas de violence psychologique ont également été recensés, dont de nombreux cas mettant en scène des personnes veuves en situation de menaces ou craintes sécuritaires consécutives à l'assassinat de leur mari.

Protection de l'enfance : 16 cas d'incidents de protection de l'enfance ont été relevés sur les zones de couverture, dont une majorité d'agressions, deux viols ainsi qu'une tentative d'assassinat. Les incidents liés aux accusations de sorcellerie se poursuivent en outre, de même que les mariages forcés et excisions.

Mouvements de retour : Les mouvements de retour d'un total de 3116 personnes ont été analysés par le RAITS. Le principal incident de protection rencontré demeure les attaques armées et l'insécurité permanente dans les zones de retour, tandis qu'il apparaît que les motivations principales de retour restent principalement liées à la non-adaptation au pays de refuge, le manque d'assistance et les difficiles conditions de vie dans les camps.

Santé : Les trois principales difficultés d'accès aux soins relevées en mai correspondent à des situations de manque de médicaments, pillages de centres de santé et d'absence d'infrastructures néo-natales (accouchements en brousse).

Éducation : Plusieurs cas relatifs à l'occupation d'écoles (Kabo) et au manque d'équipement scolaire (populations rapatriées de Carnot) continuent d'être signalés en mai.

Institutions administratives et judiciaires : Le niveau de satisfaction des populations des zones de retour à l'égard des institutions étatiques œuvrant dans les domaines de la protection, l'éducation, la sécurité et la coexistence pacifique reste faible dans les régions analysées en mai, et en particulier autour de Bambari et Mbres. 5 des 7 enquêtes de satisfaction ont en effet débouché sur des perceptions négatives.

Abris : De nombreux cas d'incendies et destruction de maisons ont été identifiés en mai, en particulier dans la Nana-Mambere et la Mambere-Kadei. Les évaluations menées avancent un chiffre total de 1005 maisons détruites, touchant principalement une population résidente, mais également un tiers de PDI et rapatriés.

WASH : Sept cas d'insuffisance en approvisionnement en eau ont été constatés, en particulier à Bambari et Carnot. Des interventions axées sur l'acheminement d'eau et le forage de puits sont en cours dans ces localités.

Charles MBALLA, Représentant Adjoint (Protection), UNHCR/RCA, mballa@unhcr.org
Martin Oukoum GBATTI, Administrateur de Gestion d'Information, UNHCR/RCA, gbatti@unhcr.org
Paul POINTILLART, Administrateur Associé de Reporting (Protection), UNHCR/RCA, pointill@unhcr.org